

Art. 23. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 novembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
MARCEL PEYROUTON.

Le ministre secrétaire d'Etat
aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
RAPHAËL ALIBERT.

LOI relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons:

Art. 1^{er}. — Les articles 43, 44, 45, 85, 86, 87 de la loi du 5 avril 1884 et les textes qui les ont modifiés sont abrogés, notamment les décrets des 26 septembre 1939 et 27 octobre 1939.

Art. 2. — Dans le cas où le maire refuse ou néglige de faire un des actes qui lui sont prescrits par la loi, ou de prendre une mesure d'intérêt national ou communal, le préfet peut, après l'en avoir requis, y procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial.

Art. 3. — La mise en demeure prévue à l'article 2 peut être faite, soit par lettre, soit par télégramme, soit par message téléphonique.

Elle fixe le délai imparti aux maires intéressés pour répondre aux préfets, dans l'une des formes indiquées à l'alinéa précédent.

Art. 4. — Pour des motifs d'ordre public, le maire, les adjoints et les conseillers municipaux peuvent être révoqués par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Dans les communes de 2.000 habitants et au-dessous, la révocation emporte de plein droit l'inéligibilité aux fonctions de maire et à celles d'adjoint pendant six ans.

Art. 5. — En cas d'absence, de révocation, ou de tout autre empêchement du maire, celui-ci est provisoirement suppléé de plein droit par le premier adjoint, jusqu'à ce que le préfet désigne pour le remplacer dans la plénitude de ses fonctions, un délégué choisi parmi les membres du conseil municipal.

Art. 6. — Le conseil municipal d'une commune peut être dissous pour des motifs d'ordre public, par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Art. 7. — En cas de dissolution d'un conseil municipal élu ou nommé, de démission de tous ses membres en exercice ou d'impossibilité de constitution du conseil municipal, une délégation spéciale est constituée par arrêté ministériel. Elle est habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil

municipal et reste en fonction jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal.

Le nombre des membres qui la composent est fixé à trois au moins. Il peut être égal au nombre des adjoints dans les communes de plus de 20.000 habitants.

L'arrêté ministériel qui institue la délégation spéciale en nomme le président; celui-ci exerce dans leur plénitude les fonctions de maire.

Administration intercommunale.

Art. 8. — Dans tous les cas où la coordination des travaux et des services de sécurité, d'hygiène, d'équipement et d'aménagement des communes de 1.000 habitants et au-dessous sera susceptible de permettre une meilleure exécution desdits travaux et services, il sera institué, soit à la demande des maires intéressés, soit sur la proposition du préfet, par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, un organisme de coordination.

Un arrêté préfectoral fixera le siège de cet organisme, ainsi que son fonctionnement, et répartira les dépenses inhérentes entre les différentes communes.

Secrétaires de mairie.

Art. 9. — Un décret, pris sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, déterminera les conditions de recrutement des secrétaires de mairie et fixera les conditions dans lesquelles les communes pourront confier leur secrétariat à des secrétaires de mairie intercommunaux.

Art. 10. — Un décret fixera les conditions d'application du présent texte à l'Algérie.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 novembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
MARCEL PEYROUTON.

Le ministre secrétaire d'Etat
aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
RAPHAËL ALIBERT.

LOI portant création d'écoles nationales de cadres de la jeunesse.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons:

Art. 1^{er}. — Afin d'assurer la formation des chefs de la jeunesse, deux écoles nationales de cadres, l'une réservée aux jeunes gens, l'autre aux jeunes filles, sont créées.

Art. 2. — Le personnel des écoles nationales de cadres est nommé par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Art. 3. — Les cadres des deux écoles dont la création est prévue sous l'article 1^{er} ci-dessus comprennent:

Deux directeurs;
Deux sous-directeurs;
Trente-deux instructeurs;
Deux économistes.

Art. 4. — Un décret ultérieur fixera la statut, le traitement et les classes des fonctionnaires visés à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. — Les membres du personnel ne seront titularisés qu'après un stage probatoire d'une durée minima de un an dans les conditions prévues par un texte ultérieur.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 7 décembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat
à la présidence du conseil,

PAUL BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat
aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

LOI relative à la démission d'office des conseillers généraux et conseillers municipaux dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons:

Art. 1^{er}. — Dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les conseillers généraux et les conseillers municipaux peuvent être, pour des motifs d'ordre public ou d'intérêt général, déclarés démissionnaires d'office de leurs fonctions.

Cette mesure est prise par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 8 décembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le vice-président du conseil, ministre
secrétaire d'Etat aux affaires
étrangères,

PIERRE LAVAL.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
A¹ PLATON.

LOI portant modification des statuts de la banque de l'Indochine, de la banque de Madagascar et de la banque de l'Afrique occidentale.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,